

# « Œuvrer à la mobilisation citoyenne la plus large possible pour la levée de toutes les mesures liberticides et discriminatoires »

■ Un appel commun d'Ensemble !, La France insoumise, GDS, Génération.s, groupes parlementaires LFI, NPA, PEPS, PG, POI, PCOF.

**L**a chasse aux sorcières annoncée par la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation à l'encontre des enseignant-e-s, chercheuse-r-s, étudiant-e-s qui « gangrèneraient » l'université par leur islamo-gauchisme marque un cran de plus dans la dérive droite, autoritaire et liberticide du gouvernement et sa complaisance à l'égard des propagandes racistes. Les accusations infondées de la ministre ont déclenché des réactions d'ampleur dans le monde de l'université et de la recherche, en France et à l'étranger. Après tant d'autres, ce sont dorénavant les libertés académiques qui sont mises en cause au nom d'une chimère inventée par l'ultra-droite.

Ensemble, nous disons que l'insupportable est atteint. Emmanuel Macron et son gouvernement se placent ainsi dans les pas de Donald Trump qui, en juillet dernier, s'en prenait à l'enseignement « antipatriotique de l'histoire américaine » dans les universités. Toujours plus libéral et autoritaire, le régime accumule les mesures liberticides, que ce soit par la répression et la criminalisation des mobilisations sociales, la situation d'état d'urgence permanent ou encore la loi sécurité globale. Il emprunte au Rassemblement national ses thèmes identitaires et discriminatoires, notamment à travers la loi contre les « séparatismes » et la stigmatisation des musulmans, au risque de renforcer les divisions dans la société et de distiller le venin du racisme.

Chacun séparément nous nous opposons à cette politique. Il est temps de nous rassembler, au-delà des clivages partisans, pour dire notre refus de cette politique qui nous prive chaque jour davantage de

nos libertés. Nous voulons aussi le faire ensemble, afin d'œuvrer à la mobilisation citoyenne la plus large possible pour la levée de toutes les mesures liberticides et discriminatoires.

Ensemble, nous soutiendrons et nous proposerons des initiatives en faveur des libertés publiques et contre les discriminations dans les mois à venir.

Ensemble, nous affirmons notre soutien aux collectifs et associations qui militent avec constance dans ce domaine. Ce glissement de l'exécutif interroge bien au-delà de nos partis et suscite largement une réaction de tous ceux qui sont attachés aux libertés individuelles et publiques.

Ensemble, nous commençons donc par affirmer notre soutien aux mobilisations annoncées par la coordination contre la loi sécurité globale :

– le 16 mars au moment du passage de cette loi devant le Sénat ;

– le 20 mars en rejoignant la marche contre les violences policières appelée par les collectifs de familles des victimes.

Ensemble, nous affirmons la nécessité d'une grande initiative de rue pour les libertés, revendicative et festive au printemps. Elle devrait être la plus large possible, réunissant citoyen-ne-s, associations, syndicats, collectifs en lutte, partis, artistes, teufeurs. À cette fin, nous préférierions que la responsabilité de cet appel soit prise par l'actuelle coordination réunissant les associations, syndicats et collectifs œuvrant à la défense des droits de l'homme et des libertés publiques. Nous prenons dans les jours à venir des contacts avec ces organisations afin d'atteindre cet objectif.

À Paris, le 9 mars